

JACQUES MISTRAL & XAVIER VIDAL-FOLCH

Introduction

Jacques Mistral, Directeur des Etudes économiques à l'Ifri

Bonjour à toutes et à tous. Je m'appelle Jacques Mistral. Je suis professeur d'économie et responsable des questions économiques à l'IFRI. C'est un honneur et un plaisir d'ouvrir cette seconde session de la *World Policy Conference*, que les organisateurs nous ont demandé de modérer avec Xavier Vidal-Folch, Directeur adjoint du grand quotidien *El País*.

Cette session, comme vous l'avez vu, est consacrée à la gouvernance économique et financière mondiale. De même que pour la précédente, nous pouvons dire que c'est une question d'intérêt général présente dans l'esprit de tous les participants à cette conférence.

En introduction, je voudrais juste donner deux ou trois indications sur ce que nous allons traiter avec le panel qui a été rassemblé. Au lendemain de la grande crise financière, les gouvernements ont réagi avec rapidité et innové en créant le G20 il y a deux ans. Le G20 a constitué un cadre propice pour définir des politiques de manière rapide, adaptée et efficace dans plusieurs domaines.

D'abord, dans la conduite des politiques monétaires et budgétaires, en adoptant immédiatement des décisions peu conformes aux règles antérieurement en vigueur et en permettant ainsi d'éviter l'enclenchement d'une spirale récessionniste très dangereuse.

Deuxièmement, le G20 à Washington et à Londres a aussi lancé un agenda de réformes financières pour éviter que les causes qui avaient conduit à cette situation ne se reproduisent.

Troisièmement, le G20 joue un rôle fondamental pour éviter la tentation des politiques dites du « chacun pour soi », dont on sait que, dans les années 30, elles avaient si vite et si dramatiquement amplifié la récession.

Alors, deux ans après le début de ces sommets du G20 à Washington – après Londres, Pittsburgh et Toronto –, nous nous préparons à avoir le sommet de Séoul dans trois semaines. Où en sommes-nous ? Où en est la gouvernance économique et financière ? C'est de ce dont nous allons débattre. Je vois trois grands dossiers dans le prolongement de ce qui a été fait.

Le premier de ces dossiers, c'est la définition de politiques macro-économiques adaptées. On voit bien que la situation est plus complexe qu'elle n'était au moment où il fallait d'urgence tout mettre en œuvre pour éviter une spirale récessionniste. Aujourd'hui, il y a des débats : faut-il craindre l'inflation ou plutôt la déflation ? Faut-il immédiatement adopter des politiques rigoureuses ? Faut-il persévérer dans le soutien d'une activité encore fragile ? C'est une première série de questions ; ce que l'on appelle parfois « les stratégies de sortie ».

Deuxièmement, il y a le chantier de la réforme financière sur lequel des jugements différents peuvent être prononcés. Je crois qu'on peut résumer la situation en disant que des progrès substantiels ont été faits. Il y a les Accords de Bâle III qui vont être soumis aux *leaders* en novembre. Il y a la création du Conseil des risques systémiques aux Etats-Unis et en Europe. Ce sont donc des pas en avant très significatifs, mais il reste des sujets très difficiles, pour n'en citer qu'un : la question des institutions financières *too big to fail*.

Et puis, il y a un troisième chantier, celui des déséquilibres globaux, qui est présent dans tous les esprits depuis des années et qui n'est évoqué que de manière très timide dans les communiqués du G20, pour ne pas dire que ce sujet en a été absent pendant toutes les premières réunions. Déséquilibres globaux, taux de change, c'est un sujet sur lequel l'attention publique s'est focalisée depuis quelques semaines. On a vu le retour de propos que l'on croyait oubliés avec même l'expression de « guerre des monnaies » qui rappelle de très mauvais souvenirs.

Voilà où nous en sommes : trois grands chantiers. Evidemment, la question européenne pèse d'un poids particulier. On a vu au printemps les difficultés qui pouvaient naître d'un fonctionnement insuffisamment efficace des institutions européennes et les effets systémiques que cela pouvait avoir. La question de la gouvernance européenne est donc partie prenante des questions de gouvernance mondiale.

En bref, en conclusion, j'évoquerais le propos du Président de la République française qui, il y a quelques semaines, avait déclaré que la gouvernance mondiale – le G20, en l'occurrence – était à une bifurcation : soit le G20 se transformait en un instrument de gestion de crise et attendait qu'un prochain événement l'oblige à reprendre activement du service, soit il se transformait progressivement en une vraie instance pour une meilleure gouvernance mondiale. C'est de ce cela dont nous allons débattre avec un panel tout à fait extraordinaire qui a été réuni par les organisateurs.

Je passe à la parole à Xavier pour introduire nos panélistes.

Xavier Vidal-Folch
Directeur adjoint, *El País*, Président du World Editors Forum

Merci Jacques. Combien le sujet est-il important ? Combien est-il urgent ? Comment est-on dans cette *worst currency*, dans cette guerre des monnaies qui vient d'être évoquée ?

On a donc un panel exceptionnel. Je voudrais souligner que c'est un panel qui réside – même si tous les trois voyagent beaucoup – sur trois continents différents. Il y a une personne qui réside à Washington, une autre à Tokyo et la dernière à Francfort. Comme ça, on va essayer d'effectuer un voyage commun sur ces trois continents.

Je voudrais ajouter qu'on attend beaucoup de nos panélistes. Ils vont parler chacun à peu près 10 minutes, après ils vont réagir entre eux et dialoguer avec tous les participants qui le voudront.

Je voudrais souligner que l'on attend beaucoup du point de vue, pas seulement de ce qui s'est passé jusqu'à maintenant – ces deux années qui ont été pleines d'initiatives et de projets –, mais aussi de ce que l'on doit faire dès maintenant et de quelles sont les tâches qu'il reste pour y parvenir.

Il est vrai que l'on a fait un *big bang* de paquets de réformes financières, au mois de juillet, aux Etats-Unis. Il est vrai qu'il y a une accumulation d'initiatives nouvelles en matière de législation européenne, et parmi elles, celle de la surveillance financière dont le père, le Commissaire Joaquin Almunia est là, entre nous. Mais il y a encore beaucoup de choses à faire. On attend des idées pour accomplir les tâches. Je présente donc les trois personnes qui vont intervenir.

D'abord, Kemal Derviş. Il a été Parlementaire de la République turque et Ministre des Affaires économiques. Il est ensuite devenu Vice-Président de la World Bank, la Banque mondiale. Il a dirigé les programmes pour le développement aux Nations Unies. Il est maintenant Vice-Président du programme Global Economy and Development à la Brookings Institution que tout le monde connaît bien.

Deuxièmement, du point de vue asiatique, et plus particulièrement japonais, nous sommes heureux de recevoir Monsieur Haruhiko Kuroda. Il est Président de la Banque asiatique pour le développement. Il a été conseiller spécial auprès du Premier Ministre Koizumi ; Professeur à l'Université Hitotsubashi de Tokyo. Il a aussi été Vice-Ministre des Finances pour les Affaires internationales.

Last but not least, Jean-Claude Trichet est Président de la Banque centrale européenne. Il a été Président du Comité monétaire européen. Il est devenu Gouverneur de la Banque de France. Il a été Président du Club de Paris et Gouverneur de la World Bank. Il est Président de la Banque centrale européenne depuis 2003 et son intervention est attendue avec grand intérêt.

Merci à tous. Monsieur Derviş ?